



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité*

SG/DRH

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Réalisation d'un diagnostic des risques psycho-sociaux au sein
de l'administration centrale des ministères de l'Aménagement
du territoire et de la Transition écologique**

SG-SAD3-017-25

Table des matières

1- OBJET DU MARCHE	5
2- PIECES CONTRACTUELLES	5
3- CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
3.1 - Forme du marché	5
3.2 - Montant du marché	6
3.3 - Durée du marché.....	6
3.4 - Procédure	6
3.5 - Lieu d'exécution du marché.....	6
4- COORDINATION GENERALE	6
5- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
5.1 - Obligation de moyens.....	6
5.2 - Représentants du titulaire et conduite des prestations	7
5.3 - Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments – protection des données.....	7
5.3.1 - Mesures de sécurité	7
5.3.2 - Confidentialité.....	10
5.3.3 - Traitement des données à caractère personnel	10
5.3.3.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	11
5.3.3.2 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD).....	11
5.3.3.3 - Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)	12
5.3.3.4 - Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 12 à 14 du RGPD).....	13
5.3.3.5 - Droit d'accès aux données	13
5.3.3.6 - Droit de rectification et droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)	14
5.3.3.7 - Droit d'opposition.....	14
5.3.3.8 - Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)	14
5.3.3.9 - Mesures de sécurité du traitement	15
1. Mesures sur les données du traitement :	15
2. Mesures générales de sécurité :	16
3. Mesures organisationnelles :	16
5.3.3.10 - Sort des données (article 28.3.g du RGPD)	17
5.3.3.11 - Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD).....	17
5.3.3.12 - Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)	17
5.3.3.13 - Documentation (article 28.3.h du RGPD)	17
5.3.3.14 - Manquements aux obligations relatives à la protection des données à caractère personnel	17
5.3.3.15 - Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire	18
5.4 - Langue.....	18
6- EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
6.1 - Détail des prestations.....	18
6.2 - Propriété intellectuelle	18

6.2.1 -	Définitions.....	18
6.2.2 -	Régime des connaissances antérieures	19
6.2.3 -	Régime des droits de propriété intellectuelle	19
6.3 -	Point de départ du délai d'exécution	19
6.4 -	Prolongation du délai d'exécution	19
6.5 -	Forme des notifications et informations.....	19
7 -	ADMISSION ET GARANTIE DES PRESTATIONS.....	19
7.1 -	Admission des prestations	19
7.1.1 -	Supports attendus	19
7.1.2 -	Modalités d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations 20	
7.2 -	Garantie des prestations	20
7.3 -	Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
8 -	PRIX	20
8.1 -	Nature des prix	21
8.2 -	Contenu des prix	21
8.3 -	Variation dans les prix	21
8.3.1 -	Mois d'établissement des prix du marché	21
8.3.2 -	Choix de l'index de référence.....	21
	Indice du coût du travail - Salaire horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020 - Identifiant 010762017	21
8.3.3 -	Modalités d'actualisation des prix	21
9 -	MODALITES DE REGLEMENT	22
9.1 -	Avance	22
9.2 -	Acomptes	22
9.3 -	Modalités de paiement.....	23
9.4 -	Paieement des sous-traitants.....	23
10 -	FACTURATION	23
10.1 -	Mentions obligatoires	23
11 -	PENALITES	24
11.1 -	Considérations générales	24
11.2 -	Pénalités applicables.....	24
11.2.1 -	Pénalités pour retard	24
11.2.2 -	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité25	
11.2.1 -	Pénalités pour non-respect de l'article 5.3.3 du présent CCAP	26
12 -	SOUS-TRAITANCE.....	26
13 -	CONTENTIEUX ET RESILIATION	26
13.1 -	Différends et litiges	27
13.2 -	Résiliation	27
14 -	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	27

1 - Objet du marché

Le présent marché est un marché de services. Il a pour objet la réalisation d'un diagnostic des risques psycho-sociaux au sein de l'administration centrale des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

2 - Pièces contractuelles

Seul l'exemplaire original unique du présent marché, conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

Les pièces contractuelles qui le constituent sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixant les dispositions administratives et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixant les dispositions techniques et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et paru le 1er avril 2021 au Journal officiel de la République française ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Cette liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI. Son ordre vaut ordre de priorité des pièces contractuelles en cas de contradiction dans le contenu de ses pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du présent marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE).

3 - Caractéristiques du marché

3.1 - Forme du marché

Le marché est un marché de services au sens des dispositions de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d'un marché global et forfaitaire.

La nature des prestations ne permet pas leur allotissement.

3.2 - Montant du marché

Le budget maximum alloué à la prestation est de 85 000 euros hors taxes (€ HT).

3.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée maximale de dix-huit (18) mois à compter de sa date de notification.

En revanche, la durée de chacune des prestations sera celle fixée par l'article 4.2 du CCTP.

3.4 - Procédure

La présente consultation est passée en procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

3.5 - Lieu d'exécution du marché

Les prestations du marché pourront se dérouler en présentiel dans les locaux des services utilisateurs des prestations (référencés à l'article 4.2 du CCTP) mais également en distanciel, le cas échéant.

4 - Coordination générale

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique (MATTE)

Secrétariat général (SG)

Direction des Ressources Humaines (DRH)

CRHAC/CRHAC2

Grande Arche Paroi Sud

92055 LA DÉFENSE CEDEX

5 - Obligations du titulaire

5.1 - Obligation de moyens

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose seront, dans la mesure du possible, traités à l'amiable.

À défaut d'arrangement, l'administration peut résilier le marché.

Le titulaire est tenu de signaler à l'administration tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

5.2 - Représentants du titulaire et conduite des prestations

Les prestations sont exécutées par les personnes identifiées dans l'offre du titulaire.

En application de l'article 3.4.3 du CCAG/PI, lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le représentant du pouvoir adjudicateur est motivée. Les avis, propositions et décisions du représentant du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG/PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

5.3 - Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments – protection des données

5.3.1 - Mesures de sécurité

Les sites ministériels de Saint-Germain et de Ségur sont des sites sensibles.

Le titulaire du marché aura à intervenir dans :

- des lieux abritant des informations ou supports classifiés (article 56-4 du code de procédure pénale),
- des zones protégées (article 413-7 du code pénal), régies par l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du Premier ministre du 19 août 2021 ainsi que par l'instruction ministérielle n° 2320 relative à la protection du secret dans les contrats et les conventions du ministère de la transition écologique.

A ce titre, le marché est qualifié de sensible et il y a obligation, pour la personne morale et les personnes physiques participant à l'exécution du contrat, de faire l'objet d'une enquête administrative.

Clause de sécurité « contrat sensible »

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat s'engage à assurer la protection des informations et supports classifiés où s'exerce la prestation, en tenant compte des dispositions particulières éventuelles fixées par l'autorité contractante et son officier de sécurité, notamment en insérant des clauses de sécurité dans les contrats de travail établis avec les salariés amenés à exécuter les prestations.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants portant sur ses obligations résultant du risque de compromission d'informations et supports classifiés :

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 414-9 ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 2300 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation des mesures de sécurité par le titulaire, ou toute personne relevant du titulaire au sens de l'article 10.2 du présent CCAP, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du contrat, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

Clause de sécurité « contrat de travail type »

Cette clause est à adapter et à insérer dans chaque contrat de travail des salariés du titulaire ayant reçu l'autorisation de participer au contrat sensible (enquête administrative favorable de la personne morale). S'il participe à plusieurs contrats sensibles, une seule clause suffit.

En application des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat de travail s'engage à respecter les mesures qui lui sont prescrites pour assurer, lors de l'exécution du contrat, la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté. Le titulaire est informé qu'il n'est pas autorisé à connaître d'informations et supports couverts par le secret de la défense nationale.

Le titulaire est tenu de communiquer l'identité, la fonction et une photo d'identité en format « .jpeg » du personnel admis à travailler dans les locaux. Cette liste devra être tenue à jour, et communiquée au PC sécurité du pôle ministériel.

Zones protégées

L'article 413-7 du code pénal définit les zones protégées. Une zone protégée consiste en tout local où la libre circulation est interdite et l'accès soumis à autorisation. Les limites sont visibles et ne peuvent être franchies par inadvertance. Des mesures d'interdiction d'accès sont prises par l'autorité responsable.

L'autorisation de pénétrer dans une zone protégée est donnée par l'officier de sécurité du site selon les directives et sous le contrôle de l'autorité ayant décidé de la création de la zone protégée. En vertu des dispositions pénales précitées, toute personne non autorisée s'introduisant dans une zone protégée encourt une peine correctionnelle.

Les agents du contractant amenés à intervenir en zone protégée devront être autorisés par le ministère. Dans l'hypothèse d'une sous-traitance, les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations que le contractant à savoir : enquête administrative en tant que personne morale, et enquête administrative des personnes physiques.

Les personnes en service ayant accès de par leurs fonctions aux zones protégées disposent d'un badge apparent avec photo.

Ils :

- ont satisfait à une enquête administrative ;
- appartiennent à une société ayant au préalable satisfait à une enquête administrative ;
- portent un badge apparent avec photo ;
- interviennent en présence des personnels du lieu.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

6. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent

d'un personnel du titulaire.

7. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Clauses au contrat de travail

Les contrats de travail des personnes exécutant les prestations sensibles de ce marché comporteront une clause de protection du secret.

Lorsqu'un salarié exécutant un contrat de travail ordinaire se trouve soumis aux conditions applicables aux contrats sensibles, un avenant conforme aux présentes dispositions est introduit dans son contrat de travail.

Les parties au contrat de travail peuvent compléter ou adapter la clause mentionnée précédemment selon les spécificités dudit contrat sensible sans jamais lui être contraires.

5.3.2 - Confidentialité

Toute personne relevant du titulaire (co-traitant, sous-traitant inclus) doit respecter les mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logique à des informations.

Le titulaire a une obligation de confidentialité et de discrétion sur les activités, informations et renseignements recueillis à l'occasion de la prestation, notamment en application de l'article 5 du CCAG/PI. Le personnel du titulaire doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de l'organisation des conditions matérielles de mise en œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elle s'applique au titulaire et à chacun de ses membres à titre personnel, à chacun de ses co-traitants et/ou de ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute pouvant conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire, au titre de l'article 1242 du code civil.

L'administration se réserve la possibilité, pour des raisons qu'elle justifierait, d'enlever le droit d'accès aux locaux à tout agent du titulaire et de demander son remplacement immédiat.

Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelque raison que ce soit, à remplacer dans les meilleurs délais, tout agent initialement désigné par un personnel de qualification équivalente, préalablement soumis à l'agrément de l'administration et expressément accepté par ses soins, étant entendu que ce changement n'a aucune incidence financière.

5.3.3 - Traitement des données à caractère personnel

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG/PI.

Pour l'application du présent article, **le responsable de traitement** au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, le règlement général sur la protection des données ou RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après la loi Informatique et libertés) **est le titulaire du marché.**

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le RGPD et la loi Informatique et libertés.

5.3.3.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter dans le strict respect des finalités du traitement, et pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s) suivante(s) : ***réalisation de l'enquête quantitative et qualitative dans le cadre du diagnostic RPS.***

Les opérations réalisées sur les données, à des fins statistiques, sont les suivantes : collecte, enregistrement, extraction, conservation, consultation, utilisation.

La ou les finalité(s) du traitement est/sont la ***prise de rendez-vous pour réaliser l'entretien.***

Les données à caractère personnel traitées sont les suivantes : ***nom, prénom, service, numéro de téléphone et adresse électronique afin de convenir des entretiens avec les agents.***

Les données sont conservées jusqu'à validation du compte-rendu d'entretien.

Les catégories de personnes concernées sont ***les agents de l'administration centrale (panel de 500 agents).***

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : ***nom, prénom, service, adresses électroniques professionnelles des agents concernés par le périmètre de l'enquête.***

5.3.3.2 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public. À cet égard, il sera précisé que toute utilisation des données à des fins commerciales est formellement proscrite sauf accord exprès de la personne physique concernée ;

2. Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En cas de désaccord, l'acheteur et le titulaire du marché s'engagent à en informer leurs délégués à la protection des données respectifs. À défaut d'accord entre ces derniers, le différent est réglé selon les modalités prévues dans les documents du marché.

3. Réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD), lorsque celle-ci est nécessaire en application des dispositions précitées du RGPD, de la loi Informatique et libertés, des délibérations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ou des recommandations du comité européen de la protection des données. Le cas échéant, le titulaire réalise une consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4. Ne procéder à aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, sauf accord préalable exprès de l'acheteur ;

5. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

6. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

7. Coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci, dans l'exécution de ses missions ;

8. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

9. Justifier auprès de l'acheteur, sur demande de ce dernier et sans délai, des mesures prises pour satisfaire aux présentes obligations et se soumettre, le cas échéant, aux vérifications sollicitées par l'acheteur, y compris dans les locaux du titulaire du marché. Dans ce cadre, l'acheteur peut notamment demander au titulaire du marché la communication des formalités RGPD, de son registre des traitements pour les traitements spécifiques dont il a la charge et dont il use dans le cadre du présent marché et, le cas échéant, de l'AIPD visée au point 3 ci-dessus.

5.3.3.3 - *Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)*

Le titulaire du marché a la possibilité de recourir à de la sous-traitance pour les traitements de données à caractère personnel, sous réserve de l'agrément préalable de l'acheteur.

Les sous-traitants s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et sont soumis aux mêmes obligations que le titulaire du marché. Le titulaire veille au respect de ces obligations par ses sous-traitants et s'engage à en justifier sans délai sur demande de l'acheteur.

Le titulaire du marché fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection des droits des personnes concernées par le traitement.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

5.3.3.4 - Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 12 à 14 du RGPD)

Il appartient au **titulaire** de fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information prévue aux articles 12 à 14 du RGPD et à l'article 48 de la loi Informatique et libertés, au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché soumet à l'accord de l'acheteur, avant la collecte des données, la formulation et le format de l'information. Il tient compte des éventuelles recommandations formulées par ce dernier.

Le titulaire doit répondre, dans les délais prévus par le RGPD et la loi Informatique et libertés, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits : droit d'accès et de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

5.3.3.5 - Droit d'accès aux données

Le titulaire s'engage à informer les personnes qui en font la demande du traitement de leurs données à caractère personnel. Il leur assure un accès aux dites données et précise les informations suivantes :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de données à caractère personnel concernées ;
- les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées ;
- lorsque cela est possible, la durée de conservation des données à caractère personnel ;
- l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel, ou une limitation du traitement des données à caractère personnel relatives à la personne concernée, ou du droit à s'opposer à ce traitement ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle ;
- l'existence d'une prise de décision automatisée y compris le profilage.

Les modalités pratiques d'exercice de ce droit sont les suivantes : **le titulaire informera les agents de la procédure visant à exercer ce droit.**

5.3.3.6 - Droit de rectification et droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Le titulaire s'engage à ce que les personnes concernées puissent obtenir dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel les concernant qui sont inexactes.

Le titulaire a également l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités définies ;
- la personne concernée retire son consentement ;
- la personne concernée s'oppose au traitement et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement ;
- l'objet du traitement est illicite ;
- les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale ;

Les modalités d'exercice de ces droits sont les suivantes : **le titulaire informera les agents de la procédure visant à exercer ce droit.**

5.3.3.7 - Droit d'opposition

Le titulaire s'engage à permettre aux personnes concernées d'exercer leur droit de s'opposer, à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement de données à caractère personnel, y compris le profilage.

Les modalités d'exercice de ce droit sont les suivantes : **le titulaire informera les agents de la procédure visant à exercer ce droit.**

5.3.3.8 - Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique (diagnosticrpsac2025@developpement-durable.gouv.fr) et par téléphone. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile. La notification contient au moins les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de

- contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Il répond en outre sans délai à toutes les demandes de l'acheteur et de son délégué à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données de l'acheteur, en lien avec les services de l'acheteur en charge de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après envoi par le DPD de l'acheteur d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, les violations de données à caractère personnel, dans un délai de 72 heures au plus tard.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

5.3.3.9- **Mesures de sécurité du traitement**

Le titulaire du marché met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au présent article.

Le référentiel de sécurité applicable aux activités du titulaire est l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives, dite « ordonnance RGS (référentiel général de sécurité) ».

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

1. Mesures sur les données du traitement :

- **Chiffrement/pseudonymisation** : Une série de mesures seront prises de manière à rendre les données à caractère personnel incompréhensibles à toute personne non autorisée à y avoir accès.
- **Anonymisation** : Les données traitées doivent perdre leur caractère identifiant.
- **Cloisonnement** : Des mesures destinées à réduire la possibilité d'effectuer un croisement de données qui pourrait provoquer une violation de l'ensemble des données à caractère personnel seront prises.
- **Contrôle des accès logiques** : Un contrôle des accès visant à limiter les risques que des personnes non-autorisées accèdent aux données à caractère personnel par voie électronique.
- **Journalisation** : un historique des connexions sera conservé sur le journal des connexions.

- **Archivage** : les modalités de conservation et de gestion des archives électroniques contenant des données seront précisées.
- **Sécurisation des documents papier** : les mesures destinées à diminuer les risques d'exploitation des données des documents papier seront précisées.

2. Mesures générales de sécurité :

- **Contrôle de l'accès physique** : Un contrôle destiné à interdire l'accès aux données aux personnes non-autorisées sera assuré.
- **Contrôle de l'intégrité** : Des mesures seront prises afin de préserver l'intégrité des données et à alerter en cas de modification non désirée ou de disparition de données.
- **Sauvegarde** : La disponibilité des données sera assurée tout en protégeant leur confidentialité.
- **Traçabilité** : Des mesures seront prises afin de permettre de détecter des incidents concernant les données de façon précoce et de disposer des éléments exploitables pour les étudier ou pour fournir des preuves dans le cadre d'une enquête.
- **Hébergement des données** : Les serveurs doivent se trouver en France ou dans un pays de l'Union Européenne. L'accès sécurisé aux serveurs doit être assuré.
- **Sécurisation de l'exploitation des matériels** : Des mesures seront prises pour diminuer la possibilité que les caractéristiques des matériels (serveurs, postes fixes, ordinateurs portables, périphériques, relais de communication, supports amovibles, etc.) soient exploitées pour porter atteinte aux données à caractère personnel.
- **Lutte contre les logiciels malveillants** : Les accès vers des réseaux publics (internet) ou non maîtrisés (partenaires), ainsi que les accès aux postes de travail et les serveurs seront protégés.
- **Mots de passe** : Les mots de passe, conformément aux préconisations de l'autorité de contrôle, devront comporter un nombre suffisant de caractères et être suffisamment complexes.

3. Mesures organisationnelles :

- **Gestion des risques** : la maîtrise des risques que les traitements de l'organisme du titulaire font peser sur les libertés et la vie privée devra être assurée.
- **Gestion des personnels et des profils** : Réduction des risques liés à des personnes extérieures (sous-traitants, stagiaires, collaborateurs) ayant accès aux données.
- **Gestion des incidents de sécurité et de violations des données** : Organisation opérationnelle permettant de détecter et de traiter les événements susceptibles d'entraîner, accidentellement ou de manière illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données transmises, stockées ou traitées. Suivi de ces incidents (tableaux de bord, audit).

5.3.3.10 - Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, quel qu'en soit le motif, le titulaire doit **détruire toutes les données à caractère personnel**.

Avant destruction, le titulaire adresse à l'acheteur, par courriel (diagnosticrpsac2025@developpement-durable.gouv.fr) un projet de bordereau de destruction pour validation.

Une fois, le bordereau de destruction valide, la destruction est réalisée.

Cette destruction doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois ces copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit des mesures mises en œuvre.

En cas de méconnaissance du présent article par le sous-traitant ou par le titulaire dans l'hypothèse où il n'en aurait pas, le titulaire se voit appliquer les pénalités prévues à l'article 11.2.1 du présent CCAP.

5.3.3.11 - Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

5.3.3.12 - Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.3.3.13 - Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits. Il répond sans délai à toute demande de l'acheteur présentée à cet effet.

5.3.3.14 - Manquements aux obligations relatives à la protection des données à

caractère personnel

Tout manquement aux règles relatives à la protection des données est susceptible de constituer un manquement dans l'exécution du marché. Les sanctions prévues en cas de manquement sont alors applicables, sans préjudice des autres sanctions résultant de la législation sur la protection des données à caractère personnel, notamment celles qui sont susceptibles d'être prononcées par la Commission nationale de l'informatique et libertés.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité de mettre fin à l'exécution du marché si le titulaire du marché ne respecte pas ses obligations légales détaillées au présent article conformément au RGPD.

5.3.3.15 - Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5.4 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

6 - Exécution des prestations

6.1 - Détail des prestations

Le détail des prestations est mentionné dans le cahier des clauses techniques particulières du présent marché.

Le non-respect des délais d'exécution entraîne l'application de pénalités, selon les modalités du présent CCAP.

6.2 - Propriété intellectuelle

6.2.1 - Définitions

Il est fait application de l'article 32 du CCAG/PI.

6.2.2 - Régime des connaissances antérieures

Il est fait application de l'article 33 du CCAG/PI.

6.2.3 - Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application de l'article 35 du CCAG/PI.

6.3 - Point de départ du délai d'exécution

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le délai d'exécution du marché débute à la date de sa notification.

6.4 - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel, selon les modalités décrites à l'article 13.3 du CCAG/PI.

Il est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure au sens de l'article 1218 du code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

6.5 - Forme des notifications et informations

Les notifications ou informations qui font courir un délai sont notifiés au titulaire en application des dispositions de l'article 3.1 du CCAG/PI. En cas de notification par courriel, le titulaire en accuse réception par un courriel envoyé en réponse.

7 - Admission et garantie des prestations

7.1 - Admission des prestations

7.1.1 - Supports attendus

Les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant du pouvoir adjudicateur de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Les documents sont remis numériquement dans les formats suivants :

- « pdf » et « .doc » ou « .docx » pour les documents rédigés ;
- « .xls » ou « .xlsx » pour les tableaux de calcul.

7.1.2 - Modalités d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations

Pour les opérations de vérification et décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement et de rejet prises après vérifications, l'administration et le titulaire mettent en œuvre les dispositions du chapitre 5 du CCAG/PI.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, à compter du jour suivant la remise du livrable, pour procéder aux opérations de vérification.

Conformément à l'article 29.2 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point dans un délai de 15 jours calendaires.

Conformément à l'article 29.3 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Conformément à l'article 29.4 du CCAG/PI, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

7.2 - Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/PI, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

7.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des phases techniques tel que définies au CCTP.

8 - Prix

8.1 - Nature des prix

Les prix du marché figurent dans la DPGF. Le prix est global et forfaitaire.

8.2 - Contenu des prix

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement correspondent au parfait achèvement des prestations stipulées dans le CCAP et le CCTP, lesquels ne sauraient donner lieu à une facturation supplémentaire.

Les frais annexes ne sont pas acceptés : tous les frais liés aux prestations (dont les éventuels frais de déplacements relatifs au transport, aux repas et à l'hébergement d'intervenants) doivent être inclus dans le contenu des prix.

8.3 - Variation dans les prix

Les prix sont définitifs, fermes et actualisables.

8.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

8.3.2 - Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est :

*Indice du coût du travail - Salaire horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020 -
Identifiant 010762017*

8.3.3 - Modalités d'actualisation des prix

Modalités d'actualisation

En application des articles R. 2112-10 et R. 2112-11 du code de la commande publique, l'actualisation des prix se fera aux conditions suivantes :

- le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

- l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations."

Coefficient d'actualisation

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Actualisation provisoire avec un index antérieur à celui prévu dans le présent marché

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

9 - Modalités de règlement

9.1 - Avance

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises (TTC) du marché public pour le titulaire ou son sous-traitant, qu'il(s) ai(en)t la qualité de PME ou non.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans la rubrique relative à l'avance de l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, l'avance est considérée comme acceptée.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant du marché public. Il doit être terminé lorsque ce montant atteint 80 % du montant des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

9.2 - Acomptes

Pour chaque phase, les livrables feront l'objet d'un acompte correspondant à leur valeur indiquée dans l'annexe DPGF.

9.3 - Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leur validation par la personne publique, et sur présentation d'une facture établie dans les conditions précisées à l'article 11 du présent document. Cela est valable pour les paiements relatifs à l'ensemble des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600.00 € TTC, le sous-traitant est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le paiement direct des sous-traitants est effectué sur la base des pièces justificatives indiquées dans le contrat de sous-traitance. Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait. Les règles de rédaction des factures sont identiques à celles qui s'imposent au titulaire.

10 - Facturation

10.1 - Mentions obligatoires

Les factures doivent mentionner, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro d'engagement juridique (numéro EJ) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date de l'ordre de service,
- L'adresse de facturation,
- Le code exécutant suivant : **FAC9450075**
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- Le numéro et la date de la facture,
- L'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par mél et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

11 - Pénalités

11.1 - Considérations générales

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

11.2 - Pénalités applicables

Les pénalités applicables sont celles prévues par l'article 14 du CCAG/PI.

Elles se rapportent aux cas de retards et de violations des obligations de sécurité ou de confidentialité.

Conformément à l'article 14 du CCAG/PI, ces pénalités sont les suivantes :

11.2.1 - Pénalités pour retard

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des

prestations est expiré.
Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 450$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

11.2.2 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, qui dérogent à celles prévues à l'article 14.2 du même CCAG :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles **n'impliquant pas des données à caractère personnel** : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles **impliquant des données à caractère personnel** : application d'une pénalité égale à 10 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

11.2.1 - Pénalités pour non-respect de l'article 5.3.3 du présent CCAP

En cas de non-respect de la clause relative au traitement des données à caractère personnel du présent document, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 200 euros par jour de non-respect à compter du lendemain du manquement constaté. Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du non-respect de cette clause par le titulaire.

12 - Sous-traitance

La situation des sous-traitants est régie notamment par :

- les articles L. 2141-14, L. 2193-1 à L. 2193-14, R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique ;
- le CCAG/PI.

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur, maître de l'ouvrage.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur « economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat »).

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation des prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

13 - Contentieux et résiliation

13.1 - Différends et litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG/PI. Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP – 30322
95027 CERGY PONTOISE Cédex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / télécopie : 01 30 17 34 59

13.2 - Résiliation

La résiliation du présent marché est soumise à l'application des dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI. Ainsi, les causes de résiliation possibles sont les suivantes :

- Evènements extérieurs au marché (article 37 du CCAG/PI) ;
- Evènements liés au marché (article 38 du CCAG/PI) ;
- Faute du titulaire (article 39 du CCAG/PI) ;
- Motif d'intérêt général (article 40 du CCAG/PI).

En plus des dispositions prévues par le CCAG/PI, celles des articles R. 2191-30 et du code la commande publique s'appliquent.-

En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par lui-même ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne.

Tout différend entre le titulaire et ledit représentant est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le tribunal administratif mentionné à l'article 14.1 du présent document.

14 - Dérogation aux documents généraux

Les articles du CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/PI correspondants.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/PI
------------------	---------------------

2	4.1 et 4.2.1
6.3	13.1.1
8.1.3	29.3
8.1.4	29.2.1
7.2	30
11.1	14.1.1
11.2.1	14.1.3
11.2.2	14.2
11.2.2	14.1